

# RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère des finances et des comptes  
publics

Ministère de l'économie, du redressement  
productif et du numérique

## **PROJET D'ORDONNANCE n°      du** relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique

NOR :

-----

### **LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Sur le rapport du Premier ministre, du ministre des finances et des comptes publics et du ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique,

Vu la Constitution, notamment son préambule et son article 38

Vu le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;

Vu la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 modifiée relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution ;

Vu le code de commerce ;

Vu le code de la défense ;

Vu le code pénal ;

Vu le code de l'énergie, notamment ses articles L.111-43 et L.111-56 ;

Vu le code des juridictions financières, notamment ses articles L.133-1 et L.133-2 ;

Vu le code monétaire et financier, notamment ses articles L.511-52 et L.533-26 ;

Vu le code de la santé publique, notamment son article L.5124-16 ;

Vu le code des transports ;

Vu le code du travail, notamment son article L.2323-64 ;

Vu la loi du 27 mai 1921 modifiée approuvant le programme des travaux d'aménagement du Rhône, de la frontière suisse à la mer, au triple point de vue des forces motrices, de la navigation et des irrigations et autres utilisations agricoles, et créant les ressources financières correspondantes, notamment son article 3 ;

Vu le décret-loi du 30 octobre 1935 modifié organisant le contrôle de l'Etat sur les sociétés, syndicats et associations ou entreprises de toute nature ayant fait appel au concours financier de l'Etat, notamment son article 2 ;

Vu la loi n°48-24 du 6 janvier 1948 modifiée relative à diverses dispositions d'ordre budgétaire pour l'exercice 1948 et portant création de ressources nouvelles, notamment son article 36 ;

Vu la loi n°49-985 du 25 juillet 1949 portant ouverture de crédits et autorisation d'engagement de dépenses au titre du budget général de l'exercice 1949, notamment son article 10 ;

Vu la loi n° 50-586 du 27 mai 1950 modifiée relative aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1950, notamment son article 31 ;

Vu la loi n°56-1321 du 27 décembre 1956 ayant autorisé la ratification de la convention du 27 octobre 1956 entre la république française, la république fédérale d'Allemagne et le grand-duché du Luxembourg, au sujet de la canalisation de la Moselle ;

Vu la loi n°70-575 du 3 juillet 1970 modifiée portant réforme du régime des poudres et substances explosives, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°80-3 du 4 janvier 1980 modifiée relative à la compagnie nationale du Rhône, et notamment son article 1 ;

Vu la loi n° 82-155 du 11 février 1982 modifiée de nationalisation, notamment son Titre III ;

Vu la loi n° 82-653 du 29 juillet 1982 modifiée, portant réforme de la planification ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment ses articles 11, 25 et 28 ;

Vu la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 modifiée, relative à la démocratisation du secteur public ;

Vu la loi n°86-793 du 2 juillet 1986 modifiée autorisant le gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social ;

Vu la loi n° 86-912 du 6 août 1986 modifiée relative aux modalités des privatisations ;

Vu la loi n°86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication ;

Vu la loi n° 87-416 du 17 juin 1987 sur l'épargne, notamment son article 69 ;

Vu la loi n°90-568 du 2 juillet 1990 modifiée relative à l'organisation du service public de la poste et à France Télécom ;

Vu la loi n° 92-665 du 16 juillet 1992 portant adaptation au marché unique européen de la législation applicable en matière d'assurance et de crédit, notamment son article 11 ;

Vu la loi n°93-122 du 29 janvier 1993 modifiée relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques, notamment son article 87 ;

Vu la loi n°93-923 du 19 juillet 1993 modifiée de privatisation ;

Vu la loi n°93-1419 du 31 décembre 1993 modifiée relative à l'imprimerie nationale, notamment son article 1<sup>er</sup> ;

Vu la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 modifiée, portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, notamment son article 51 ;

Vu la loi n° 97-1026 du 10 novembre 1997 portant mesures urgentes à caractère fiscal et financier, notamment son article 7 ;

Vu la loi n° 2001-420 du 15 mai 2001 modifiée relative aux nouvelles régulations économiques, notamment ses articles 139 et 140 ;

Vu la loi n°2001-1276 du 28 décembre 2001 modifiée de Finances rectificative pour 2001, notamment son article 78 ;

Vu la loi n°2003-478 du 5 juin 2003 portant diverses dispositions relatives à certains personnels de DCN et GIAT Industries ;

Vu la loi n°2003-1365 du 31 décembre 2003 relative aux obligations de service public des télécommunications et à France Télécom, notamment son article 7 ;

Vu la loi n°2004-803 du 9 août 2004 modifiée relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières, notamment ses articles 7, 15-1, 26, 27 ;

Vu la loi n°2004-1487 du 30 décembre 2004 relative à l'ouverture du capital de DCN et à la création par celle-ci de filiales ;

Vu la loi n°2005-357 du 20 avril 2005 modifiée relative aux aéroports ;

Vu la loi n°2006-1771 du 30 décembre 2006 de finances rectificative pour 2006 ;

Vu la loi n°2008-1061 du 16 octobre 2008 de finances rectificative pour le financement de l'économie, notamment son article 6 ;

Vu la loi n°2009-1503 du 8 décembre 2009 relative à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et portant diverses dispositions relatives aux transports, notamment son article 8 ;

Vu la loi n°2012-1559 du 31 décembre 2012 relative à la création de la banque publique d'investissement et notamment son article 9 ;

Vu la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, notamment son article 2 ;

Vu la loi n° 2014-1 du 2 janvier 2014 habilitant le Gouvernement à simplifier et sécuriser la vie des entreprises, notamment son article 10 ;

Vu l'ordonnance n°2005-722 du 29 juin 2005 modifiée relative à la Banque publique d'investissement ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat en date du... ;

Le Conseil d'Etat [(section ...)] entendu ;

Le conseil des ministres entendu,

**ORDONNE :**

**TITRE I<sup>ER</sup>**

**CHAMP D'APPLICATION**

**Article 1<sup>er</sup>**

La présente ordonnance est applicable aux sociétés commerciales, dans lesquelles l'Etat ou ses établissements publics détiennent seuls ou conjointement, directement ou indirectement une participation au capital.

Ces sociétés sont soumises aux dispositions législatives et réglementaires, notamment celles du code de commerce, qui les régissent ainsi qu'aux stipulations statutaires ou conventionnelles dont elles font l'objet, dans la mesure où, sous réserve de l'article 45, ces dispositions et stipulations ne sont pas contraires à la présente ordonnance.

## **Article 2**

I. Pour l'application de la présente ordonnance, constitue une participation toute fraction du capital d'une société, quel que soit son montant.

Le pourcentage de la participation détenue par l'Etat ou ses établissements publics est déterminé à partir du produit du pourcentage des participations de l'Etat, de ses établissements publics et des sociétés à capitaux publics dans une même chaîne de participations majoritaires ou minoritaires.

II. Toutefois, sont seules regardées comme des sociétés dont plus de la moitié du capital est détenu indirectement par l'Etat ou ses établissements publics seuls ou conjointement, celles dont plus de la moitié du capital est détenu par des sociétés placées dans une même chaîne ininterrompue de participation majoritaire de ces derniers.

Il n'est pas tenu compte pour l'application de l'alinéa précédent :

1° Des participations prises par les compagnies financières mentionnées au titre III de la loi du 11 février 1982 susvisée, par des établissements financiers, des sociétés de financement ou des établissements de crédit y compris à statut légal spécial, en contrepartie de l'abandon ou de la consolidation financière de créances, ou de l'abandon ou de la mise en jeu de garanties, ni des participations prises par les entités visées ci-dessus dans des sociétés dont l'actif net comptable au dernier bilan précédant la prise de participation ou au premier bilan suivant est inférieur au capital social ;

2° Des actions détenues par des organismes ou sociétés ayant pour objet principal de concourir au financement d'entreprises industrielles et commerciales sous forme d'apports en fonds propres, d'avances d'actionnaires ou d'obligations convertibles, ou de faciliter le recours de ces entreprises à l'épargne, l'élargissement de leur capital ou son reclassement ;

3° Des actions inscrites en titres de placement dans les comptes de leur détenteur ;

4° Des actions détenues et gérées individuellement ou collectivement pour le compte de personnes, sociétés ou organismes autres que ceux mentionnés à l'article 1er ;

5° Des actions détenues par les sociétés d'assurance en garantie d'engagements pris envers les tiers, sauf lorsqu'il s'agit d'actions d'établissements de crédit, d'établissements financiers, de sociétés d'assurance, ou de sociétés concourant à la gestion des sociétés d'assurance ;

6° Des actions de préférence sans droit de vote, des actions à dividende prioritaire ou des certificats d'investissement, mentionnés aux articles L. 228-11, L. 228-30 et L. 228-35-2 du code de commerce.

III. Pour apprécier les effectifs des salariés pris en compte au sens de la présente ordonnance, il est fait application de l'article L.2322-6 du code du travail. La présente ordonnance est applicable aux salariés employés sur le territoire français même s'ils sont détachés à l'étranger à titre temporaire.

IV. Sont assimilés au chiffre d'affaires au sens de la présente ordonnance les revenus d'activité des sociétés ne disposant pas de chiffre d'affaires.

## **TITRE II**

### **GOUVERNANCE**

#### **CHAPITRE I<sup>ER</sup>**

#### **CONSEILS D'ADMINISTRATION ET DE SURVEILLANCE**

##### **Section 1**

##### **COMPOSITION DES CONSEILS**

#### **Article 3**

Sont susceptibles de siéger comme membres du conseil d'administration, du conseil de surveillance, ou de l'organe délibérant en tenant lieu :

1° L'Etat, représenté dans les conditions prévues à la section 2 ;

2° Des membres désignés par l'organe compétent de la société, le cas échéant proposés par l'Etat, dans les conditions prévues à la section 3 ;

3° Des représentants des salariés, dans les conditions prévues à la section 4.

##### **Section 2**

##### **REPRESENTANT DESIGNÉ PAR L'ETAT**

#### **Article 4**

I. L'Etat désigne un représentant dans les sociétés dont il détient directement, seul ou conjointement avec ses établissements publics, plus de la moitié du capital.

Il peut également en désigner un dans les autres sociétés dont il détient directement à lui seul plus de 10% du capital.

L'Etat peut en outre, sur sa proposition ou avec son accord, être désigné par les organes compétents de la société comme membre du conseil d'administration, du conseil de surveillance ou de l'organe en tenant lieu des autres sociétés dans lesquelles l'Etat ou ses établissements publics industriels ou commerciaux détiennent directement ou indirectement une participation.

II. Les participations détenues par toute société ayant pour objet principal la détention de titres et dont la totalité du capital appartient à l'Etat sont assimilées, pour l'application du I, à des participations détenues directement par l'Etat.

### **Article 5**

L'Etat choisit ce représentant parmi les agents publics de l'Etat.

Ce représentant est désigné par lettre adressée à la société. Il peut être remplacé à tout moment dans les mêmes conditions.

### **Article 6**

Ce représentant siège et agit avec les mêmes droits et les mêmes pouvoirs que les autres membres du conseil d'administration, du conseil de surveillance, ou de l'organe délibérant en tenant lieu.

Il est notamment soumis aux mêmes règles que les autres membres quant au nombre maximum de mandats susceptibles d'être exercés simultanément.

Toute rémunération qu'il perçoit à raison de l'exercice de son mandat est toutefois versée au budget général de l'Etat.

Ce représentant est pris en compte pour l'application du premier alinéa de l'article L. 225-18-1 et du premier alinéa de l'article L.225-69-1 du code de commerce.

Les dispositions des articles L. 225-25 et L. 225-72 du code de commerce ne lui sont pas applicables.

## **Section 3**

### **MEMBRES DESIGNES PAR L'ORGANE COMPETENT DE LA SOCIETE**

### **Article 7**

I. L'Etat peut proposer aux organes compétents des sociétés dans lesquelles lui-même ou ses établissements publics industriels ou commerciaux détiennent directement, ou indirectement une participation, la nomination d'un ou plusieurs membres du conseil d'administration, du conseil de surveillance ou de l'organe en tenant lieu.

II. Dans les sociétés dont l'Etat détient directement plus de 10% du capital, au moins deux sièges, ou plusieurs sièges dans la limite d'un nombre proportionnel à sa participation, sont réservés à des membres que l'Etat peut décider de proposer.

Si l'organe compétent de la société refuse tout ou partie de la proposition faite par l'Etat en vertu de l'alinéa précédent, ce dernier peut nommer par lettre adressée à la société un ou plusieurs membres pour exercer à titre provisoire les fonctions de ceux dont la nomination a été refusée. Ces nominations sont soumises à la ratification de la plus prochaine assemblée générale ordinaire. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis antérieurement par le conseil ou l'organe délibérant n'en demeurent pas moins valables. Le remplacement du

membre dont la nomination n'a pas été ratifiée est assuré dans les conditions prévues au présent II.

Pour la détermination du nombre de sièges mentionnés au premier alinéa du présent II, il n'est pas tenu compte des représentants élus par le personnel salarié en application de la présente ordonnance ou des articles L.225-27, L.225-27-1, L.225-79 ou L.225-79-2 du code de commerce. Lorsqu'un représentant de l'Etat a été désigné en application de l'article 4 de la présente ordonnance, son siège est déduit de ceux réservés à l'Etat en application du premier alinéa du présent II.

Les participations détenues par toute société ayant pour objet principal la détention de titres et dont la totalité du capital appartient à l'Etat sont assimilées à des participations détenues directement par l'Etat pour l'application du présent II.

III. Les membres proposés par l'Etat sur le fondement du I ou du II du présent article, qui peuvent ou non avoir la qualité d'agents publics de l'Etat, sont soumis aux mêmes règles que les autres membres, notamment celles issues du code de commerce.

IV. Sans préjudice des dispositions législatives et réglementaires qui leur sont applicables, les membres mentionnés au présent article peuvent bénéficier dans l'exercice de leur mandat d'une protection organisée dans les conditions prévues à l'article 11 de la loi du 13 juillet 1983 susvisée.

V. Toute rémunération perçue par les membres désignés en vertu du présent article ayant la qualité d'agent public de l'Etat est versée au budget général de l'Etat. Il en va de même de la rémunération perçue par les autres membres désignés en vertu du présent article dépassant un plafond fixé par arrêté du ministre chargé des participations.

VI. Les dispositions des articles L. 225-25 et L. 225-72 du code de commerce ne leur sont pas applicables.

#### Section 4 REPRESENTANTS DES SALARIES

### Article 8

I. Dans les sociétés dont l'Etat détient directement plus de la moitié du capital social et dont le nombre de salariés employés en moyenne au cours des vingt-quatre derniers mois est au moins égal à cinquante, le conseil d'administration, le conseil de surveillance ou l'organe délibérant en tenant lieu comprend un tiers de représentants des salariés.

Il en va de même dans les autres sociétés anonymes dans lesquelles l'Etat, ou ses établissements publics industriels et commerciaux lorsque la majorité de leur personnel est soumise aux règles du droit privé, détiennent directement ou indirectement plus de 50 pour cent du capital social et dont le nombre de salariés employés en moyenne au cours des vingt-quatre derniers mois est au moins égal à deux cent. Dans ces sociétés dont l'effectif est compris entre 200 et 1000 salariés, le nombre de ces représentants est au maximum de trois.

II. Dans les autres sociétés relevant de la présente ordonnance, les représentants des salariés sont désignés, le cas échéant, selon les modalités prévues par le code de commerce et sont alors soumis aux dispositions de ce code.

III. Les sociétés mentionnées au I restent soumises aux dispositions des articles L.225-23, L.225-27, L.225-71 et L.225-79 du code de commerce. Les membres du conseil d'administration ou du conseil de surveillance nommés sur leur fondement sont compris, dans le tiers des membres du conseil d'administration, du conseil de surveillance ou de l'organe en tenant lieu.

### **Article 9**

Les représentants des salariés mentionnés au I de l'article 8 sont soumis, pour leur élection et leur statut aux mêmes dispositions que celles prévues, pour les représentants des salariés des entreprises relevant de la loi du 26 juillet 1983 susvisée, aux chapitres II et III du titre II de cette loi.

Les dispositions mentionnées à l'alinéa précédent ne s'appliquent qu'aux sociétés remplissant les conditions fixées au I de l'article 8 depuis plus de six mois. Toutefois, si les statuts de la société prévoient que les dispositions de la présente section s'appliquent immédiatement, le conseil d'administration ou le conseil de surveillance ou l'organe délibérant en tenant lieu peut valablement siéger avant l'élection des représentants des salariés.

En cas de modification pour quelque raison que ce soit entraînant une augmentation ou une réduction du nombre des représentants des salariés, il est procédé à une nouvelle nomination de ces représentants sauf si la modification intervient dans les six mois précédant la fin de leur mandat.

### **Article 10**

I. Les membres représentant les salariés ne sont pas pris en compte pour l'application du premier alinéa de l'article L. 225-18-1 et du premier alinéa de l'article L.225-69-1 du code de commerce.

II. La durée du mandat d'administrateur élu par les salariés ou désigné en application de la présente section est déterminée par les statuts, sans pouvoir excéder six ans. Le mandat est renouvelable, sauf stipulation contraire des statuts.

## **Section 5**

### **FONCTIONNEMENT DES CONSEILS**

### **Article 11**

Les dispositions de la présente section s'appliquent aux sociétés dont plus de la moitié du capital est détenu par l'Etat et ses établissements publics, seuls ou conjointement, directement ou indirectement.

Les statuts peuvent déroger à tout ou partie des dispositions des articles 12 à 14 par une mention expresse en ce sens.

### **Article 12**

Dès lors que les désignations et nominations ont été faites en vertu des dispositions de la section 2 et de la section 3, le conseil d'administration, le conseil de surveillance ou l'organe délibérant en tenant lieu est réputé pouvoir siéger et délibérer valablement, sous réserve des règles de quorum.

La nullité de ces désignations et nominations, de même que la nullité des désignations mentionnées à la section 4 n'entraînent pas celle des délibérations auxquelles a pris part l'administrateur ou le membre du conseil irrégulièrement nommé ou désigné.

### **Article 13**

Le conseil d'administration, le conseil de surveillance ou l'organe délibérant en tenant lieu se réunit en séance ordinaire sur convocation du président. Il examine toute question inscrite à l'ordre du jour par le président ou le conseil statuant à la majorité simple.

Il se réunit également sur convocation de plus d'un tiers de ses membres sur un ordre du jour et dans un lieu déterminés dans la convocation. Le directeur général peut demander au président de le convoquer sur un ordre du jour déterminé.

### **Article 14**

En cas de vacance par décès ou par démission d'un ou plusieurs membres nommés par l'assemblée générale, le conseil d'administration ou de surveillance peut procéder à des nominations à titre provisoire dans les conditions des articles L.225-24 et L.225-78 du code de commerce.

### **Article 15**

L'assemblée générale peut révoquer à tout moment les membres du conseil d'administration, du conseil de surveillance ou de l'organe délibérant en tenant lieu qu'elle a nommés.

Dans le cas où des dissensions graves entravent l'administration de la société, la révocation prononcée par l'assemblée générale en vertu du premier alinéa peut s'étendre aux représentants des salariés. Une telle mesure de révocation ne peut être prise de nouveau avant l'expiration d'un délai d'un an.

### **Article 16**

La rémunération des membres des conseils d'administration, de surveillance ou des organes délibérants en tenant lieu ayant la qualité de dirigeants mandataires sociaux des sociétés relevant de l'article L.133-1 du code des juridictions financières, ou des sociétés relevant de l'article

L.133-2 du même code figurant sur une liste fixée par arrêté du ministre chargé des participations, est approuvée par l'organe compétent de la société dans le respect d'un plafond fixé par voie réglementaire.

## **Section 6**

### **CONSEILS DES SOCIETES CHARGEES D'UNE MISSION DE SERVICE PUBLIC OU D'INTERET GENERAL**

#### **Article 17**

Des commissaires du Gouvernement peuvent être désignés auprès des sociétés chargées d'une mission de service public ou dont les activités revêtent un caractère d'intérêt général ou intéressent les intérêts essentiels de l'Etat.

Ils sont nommés dans des conditions fixées par voie réglementaire.

Sans préjudice des dispositions particulières régissant leurs fonctions, les commissaires du Gouvernement assistent, avec voix consultative, aux séances du conseil d'administration ou du conseil de surveillance ou de l'organe délibérant en tenant lieu de la société. Ils ont accès aux informations communiquées aux membres du conseil, dans les mêmes conditions que ces derniers.

#### **Article 18**

Le conseil d'administration ou le directoire, après avis du conseil de surveillance, fixe les modalités de consultation des institutions représentatives du personnel sur les plans établis par l'entreprise en vue de la conclusion d'un contrat de plan élaboré en application de la loi du 29 juillet 1982 susvisée ou d'un contrat d'entreprise élaboré en application de l'article 140 de la loi du 15 mai 2001 susvisée.

Les actes par lesquels l'Etat fixe des missions de service public, et notamment les contrats d'entreprise mentionnés à l'article 140 de la loi du 15 mai 2001 susvisée ne sont pas considérés comme des conventions au sens des articles L.225-38 à L.225-40 du code de commerce. Ces actes doivent néanmoins être soumis à l'avis préalable du conseil d'administration ou de surveillance ou de l'organe délibérant en tenant lieu.

## **CHAPITRE II**

### **PRESIDENCE ET DIRECTION GENERALE**

#### **Article 19**

Le président du conseil d'administration, du conseil de surveillance ou de l'organe délibérant en tenant lieu peut notamment être choisi parmi les agents publics de l'Etat qui ont été nommés membres du conseil.

Dans les sociétés ayant pour objet principal la détention de titres et dont la totalité du capital appartient à l'Etat constituées sous forme de sociétés par action simplifiées, l'Etat peut être désigné président ou dirigeant mandataire social de la société. Il est alors représenté par une personne désignée dans les conditions prévues à l'article 5.

## **Article 20**

Dans les sociétés anonymes à conseil d'administration dont plus de la moitié du capital est détenu par l'Etat et ses établissements publics, seuls ou conjointement, directement ou indirectement, le conseil choisit entre les deux modalités d'exercice de la direction générale mentionnées au premier alinéa de l'article L.225-51-1 du code de commerce.

Les statuts peuvent déroger aux dispositions du présent article par une mention expresse en ce sens.

## **Article 21**

I. Dans les sociétés dont plus de la moitié du capital social est détenue directement par l'Etat, les dirigeants mandataires sociaux sont nommés par celui-ci dans les conditions suivantes :

1° Dans les sociétés anonymes à conseil d'administration, lorsque le président assure la direction générale, celui-ci est nommé parmi les membres du conseil et sur proposition de ce dernier, par décret ; dans les autres cas, le directeur général est nommé par décret sur proposition du conseil d'administration ;

2° Dans les sociétés anonymes à directoire et conseil de surveillance, le président du directoire ou le directeur général unique sont nommés sur proposition du conseil de surveillance, par décret ;

3° Dans les autres sociétés, les personnes qui, quel que soit leur titre, exercent des fonctions équivalentes à celles mentionnées aux alinéas précédents sont nommées par décret.

II. Les participations détenues par toute société ayant pour objet principal la détention de titres et dont la totalité du capital appartient à l'Etat sont assimilées, pour l'application du I, à des participations détenues directement par l'Etat.

## **Article 22**

La rémunération des dirigeants des sociétés relevant de l'article L.133-1 du code des juridictions financières, ou des sociétés relevant de l'article L.133-2 du même code figurant sur une liste fixée par arrêté du [ministre en charge des participations], est approuvée par l'organe compétent de la société dans le respect d'un plafond fixé par voie réglementaire.

## **Article 23**

Les personnes nommées dans les conditions prévues à l'article 21 peuvent être révoqués par décret. Dans les sociétés mentionnées au 1° du I de l'article 21, la perte par le président de son mandat d'administrateur emporte de plein droit la cessation de ses fonctions de président du conseil d'administration.

## **Article 24**

En cas de vacance de l'un des postes mentionnés à l'article 21, l'Etat peut désigner la personne chargée d'assurer l'intérim par lettre adressée à la société, faisant l'objet d'une publicité. Jusqu'à

la nomination de l'intérimaire, les titulaires d'une délégation donnée par le précédent titulaire des fonctions sont compétents pour agir dans le cadre de cette délégation.

### TITRE III **OPERATIONS SUR LE CAPITAL**

#### CHAPITRE I **AUTORISATION DES OPERATIONS**

##### Section 1 **OPERATIONS DE CESSION**

#### **Article 25**

I. Les opérations par lesquelles l'Etat transfère au secteur privé la majorité du capital d'une société ne peuvent être décidées par décret qu'après avoir été autorisées par la loi :

1° Lorsque l'Etat détient directement, et depuis plus de cinq ans, plus de la moitié du capital social de la société si ses effectifs, augmentés de ceux de ses filiales dans lesquelles elle détient directement ou indirectement plus de la moitié du capital social, sont supérieurs à mille personnes au 31 décembre de l'année précédant le transfert ou si son chiffre d'affaires consolidé avec celui de ses filiales, telles qu'elles viennent d'être définies, est supérieur à 150 millions d'euros, à la date de clôture de l'exercice précédant le transfert ;

2° Lorsque la société est entrée dans le secteur public en application d'une disposition législative.

II. Les autres opérations de cession de participations par l'Etat sont décidées :

1° Par décret lorsqu'elles entraînent le transfert au secteur privé de la majorité du capital de la société ou, en cas de cession à des personnes du secteur privé, lorsqu'elles réduisent la participation de l'Etat à moins du tiers ou à moins des deux tiers de son capital ;

2° Par le ministre chargé des participations dans les autres cas.

III. Les opérations par lesquelles un établissement public de l'Etat ou une société dont l'Etat ou ses établissements publics détiennent directement ou indirectement, seuls ou conjointement, plus de la moitié du capital, transfère au secteur privé la majorité du capital d'une société réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 150 millions d'euros ou employant plus de 1000 personnes font l'objet d'une autorisation préalable par arrêté du ministre chargé des participations.

IV. Toute opération de cession d'un actif susceptible d'une exploitation autonome représentant plus de 50% de l'actif net comptable ou du chiffre d'affaires ou des effectifs, appréciés sur une base consolidée, d'une société est assimilée à la cession de cette société.

Les participations détenues par toute société ayant pour objet principal la détention de titres et dont la totalité du capital appartient à l'Etat sont assimilées à des participations détenues directement par l'Etat pour l'application du présent article.

Est assimilée à une opération de cession au sens du présent article toute opération de transfert de propriété de tout ou partie du capital d'une société relevant de l'article 1<sup>er</sup>.

## **Article 26**

Ne sont pas soumises à l'article 25, sauf lorsqu'elles ont pour effet de transférer au secteur privé la majorité du capital de la société, les opérations de transferts suivantes :

1° Les prises de participation au capital d'une société dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé et dont l'Etat détient directement plus de la moitié du capital social réalisées en application des articles L. 3332-18 à L.3332-24 du code du travail ou des articles L. 225-177 à L. 225-186 du code de commerce;

2° Les opérations résultant de l'exercice d'options de souscription ou d'acquisitions attachées à des titres cédés à l'occasion d'une opération de cession antérieure ;

3° Les prises de participation du secteur privé dans le capital d'une société résultant de l'exercice par ses actionnaires de l'option prévue à l'article L. 232-18 du code de commerce ;

4° Les opérations, décidées par l'assemblée générale des sociétés dont l'Etat ou ses établissements publics détiennent moins d'un tiers du capital, ayant pour effet ou pouvant avoir pour effet de diminuer la participation de l'Etat ou de ses établissements publics.

## **Section 2**

### **OPERATIONS D'ACQUISITION**

## **Article 27**

Les opérations par lesquelles l'Etat se porte acquéreur d'une participation sont décidées par décret lorsqu'elles entraînent le transfert de la majorité du capital d'une société au secteur public.

Les autres opérations d'acquisition par l'Etat sont décidées par le ministre chargé des participations.

## **CHAPITRE II :**

### **CONTROLE PATRIMONIAL DES OPERATIONS**

## **Section 1**

### **LA COMMISSION DES PARTICIPATIONS ET DES TRANSFERTS**

## **Article 28**

I. La Commission des participations et des transferts est composée de sept membres, dont un président, nommés par décret pour six ans non renouvelables et choisis en fonction de leur compétence et de leur expérience en matière économique, financière ou juridique. La Commission est renouvelée par moitié tous les trois ans.

A l'exception du président, la commission comporte autant de femmes que d'hommes.

En cas de vacance pour quelque cause que ce soit, un remplaçant est nommé pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur. Les membres de la commission sont astreints au secret professionnel.

A l'occasion de la première constitution de la Commission des participations et des transferts, sont désignés par tirage au sort, à l'exception du président, trois membres dont les mandats prendront fin à l'issue d'un délai de trois ans.

II. Les fonctions de membre de la commission sont incompatibles avec tout mandat de membre du conseil d'administration, du directoire ou du conseil de surveillance d'une société commerciale par actions ou toute activité rétribuée au service d'une telle société de nature à les rendre dépendants des acquéreurs éventuels. Dès leur nomination et pendant la durée de leur mandat, les membres de la commission informent le président des activités professionnelles qu'ils exercent, des mandats sociaux qu'ils détiennent ou des intérêts qu'ils représentent.

Le membre de la commission qui a manqué aux obligations définies au II du présent article est déclaré démissionnaire d'office par la commission statuant à la majorité de ses membres. En cas de partage égal des suffrages, la voix du président est prépondérante.

III. Tout membre doit informer le président :

1° Des intérêts qu'il a détenus au cours des deux ans précédant sa nomination, qu'il détient ou vient à détenir ;

2° Des fonctions dans une activité économique ou financière qu'il a exercées au cours des deux années précédant sa nomination, qu'il exerce ou vient à exercer ;

3° De tout mandat au sein d'une personne morale qu'il a détenu au cours des deux années précédant sa nomination, qu'il détient ou vient à détenir.

Ces informations, ainsi que celles concernant le président, sont tenues à la disposition des membres de la Commission.

IV. Le président de la Commission prend les mesures appropriées pour assurer le respect des obligations et interdictions résultant du présent article.

V. La Commission précise dans son règlement intérieur les règles de prévention des conflits d'intérêt et notamment les conditions de mise en œuvre en son sein des dispositions de la loi du 11 octobre 2013 susvisée.

VI. Les membres de la Commission des participations et des transferts ne peuvent, sous peine de l'application des sanctions prévues par l'article 432-13 du code pénal, pendant un délai de cinq ans à compter de la cessation de leurs fonctions, devenir membres d'un conseil d'administration, d'un directoire ou d'un conseil de surveillance d'une entreprise qui s'est portée acquéreur de participations antérieurement détenues par l'Etat, ou d'une de ses filiales, ou exercer une activité rétribuée par de telles entreprises.

VII. Le régime indemnitaire de ses membres est fixé par arrêté du ministre chargé des participations.

## **Article 29**

I. La commission des participations et des transferts est saisie par le ministre chargé des participations, lorsqu'elles sont réalisées selon les procédures des marchés financiers :

1° Des opérations mentionnées au I de l'article 25 et, si elles emportent le transfert de la majorité du capital de la société au secteur privé, des opérations mentionnées au II du même article ;

2° Des autres opérations mentionnées au II de l'article 25 si elles emportent transfert à des personnes du secteur privé d'au moins 0,5% du capital des sociétés concernées calculé sur une période de six mois consécutifs, dont l'effectif augmenté de celui de ses filiales dépasse 1000 personnes ou le chiffre d'affaires consolidé 150 millions d'euros ;

3° Des opérations de cession au secteur privé mentionnées au III de l'article 25.

II. La commission des participations et des transferts est saisie par le ministre chargé des participations de toute opération de cession mentionnée à l'article 25 réalisée en dehors des procédures des marchés financiers.

III. La commission peut être saisie par le ministre chargé des participations de toute autre opération de cession par l'Etat, ainsi que sur toute opération d'acquisition par l'Etat.

## **Article 30**

I. La saisine de la commission intervient préalablement ou au plus tard dans le délai d'un mois suivant, selon le cas, le décret, l'arrêté ou la décision autorisant ou décidant l'opération concernée.

La commission détermine la valeur de la société, ou s'il y a lieu des éléments faisant l'objet de l'opération. Toutefois, en cas de remise d'actifs en paiement des titres cédés ou d'augmentation de capital contre apport en nature, l'évaluation porte sur la parité ou le rapport d'échange.

Ces évaluations sont conduites selon les méthodes objectives couramment pratiquées en matière de cession totale ou partielle d'actifs de sociétés en tenant compte des conditions de marché à la date de l'opération et, selon une pondération appropriée à chaque cas, de la valeur des actifs, des bénéfices réalisés, de l'existence des filiales et des perspectives d'avenir et, le cas échéant, de la valeur boursière des titres et des éléments optionnels qui y sont attachés.

La commission peut demander aux commissaires aux comptes des entreprises faisant l'objet des opérations pour lesquelles elle est saisie tout renseignement sur l'activité et la situation financière desdites entreprises. Les commissaires aux comptes sont alors déliés à son égard du secret professionnel.

II. Lorsqu'elle est saisie sur le fondement du II de l'article 29, la commission émet, en outre, un avis conforme sur les modalités de la procédure puis sur, le choix du ou des acquéreurs et les conditions de la cession décidés par le [ministre chargé des participations], en vérifiant que le recours à une telle procédure respecte les intérêts du secteur public.

La commission tient notamment compte de la valeur de la société, des droits statutaires ou contractuels de toute nature accordés au secteur public, de la nature de l'opération, du prix, des caractéristiques des acquéreurs en cause et du projet industriel et stratégique afférent à l'opération.

III. Les évaluations et avis de la commission sont rendus publics à l'issue de l'opération.

### **Article 31**

Pour les opérations de transfert au secteur privé n'ayant pas fait l'objet d'une évaluation en application des articles 29 et 30, la valeur de l'entreprise est évaluée selon les méthodes objectives couramment pratiquées en matière de cession totale ou partielle d'actifs de sociétés.

### **Article 32**

La commission des participations et des transferts rend au ministre chargé des participations un rapport annuel portant sur son activité.

## **CHAPITRE III : REALISATION DES OPERATIONS**

### **Section 1 MODALITES JURIDIQUES ET FINANCIERES**

### **Article 33**

I. Les prix d'offre, les prix de cession ou d'acquisition ainsi que les parités d'échange des opérations décidées ou autorisées par l'Etat, sont fixées, le cas échéant sous forme de fourchettes, par arrêté du ministre chargé des participations. Dans les autres cas, le prix est fixé par l'organe compétent de l'organisme cédant.

II. La propriété de tout ou partie du capital des sociétés mentionnées au présent titre ne peut être cédée à des personnes du secteur privé pour des prix inférieurs à leur valeur.

III. Lorsque la Commission des participations et des transferts a été consultée en application de l'article 29, les prix et parités fixés par le ministre chargé des participations ne peuvent être inférieurs à son évaluation et l'acte les fixant ne peut intervenir dans un délai de plus de trente jours à compter de leur formulation, sauf lorsqu'un délai plus long a été admis par la commission eu égard aux conditions particulières de l'opération.

### **Article 34**

La réalisation des cessions ou acquisitions mentionnées au présent titre peut intervenir à compter de la date de la signature de l'acte qui en fixe les conditions.

Les décrets et arrêtés mentionnés au présent titre peuvent être publiés à l'issue de l'opération.

Toute opération de transfert au secteur privé réalisée sans avoir fait l'objet de l'autorisation prévue à l'article 25 est réputée nulle et de nul effet.

### **Article 35**

L'intervention du décret mentionné à l'article 25 est suivie, dans les sociétés relevant de l'article 21, de la désignation, par décret, du dirigeant mandataire social mentionné par ce dernier article.

### **Article 36**

Les statuts de toute société dont le transfert de tout ou partie du capital a été décidé en application du présent titre sont, le cas échéant, modifiés par une assemblée générale extraordinaire tenue dans les six mois du transfert afin de les rendre conformes le cas échéant au droit commun des sociétés commerciales ou à la présente ordonnance.

A défaut de modification des statuts à l'issue du délai prévu, toute clause contraire au droit commun des sociétés commerciales ou à la présente ordonnance est réputée non écrite.

## **Section 2**

### **SAUVEGARDE DES INTERETS ESSENTIELS DE L'ETAT**

### **Article 37**

I. - Postérieurement au décret mentionné au I et au 1° du II de l'article 25, un décret détermine, pour chacune des sociétés concernées, si la protection des intérêts nationaux exige qu'une action ordinaire de l'Etat soit transformée en une action spécifique assortie de tout ou partie des droits définis ci-dessous. Dans l'affirmative, ce dernier décret prononce également cette transformation.

Les droits pouvant être attachés à une action spécifique, définis dans chaque cas en fonction des objectifs mentionnés à l'article 65 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ou de raisons impérieuses d'intérêt général et à la condition d'être nécessaires, adéquats et proportionnés à ces objectifs, sont les suivants ;

1° L'agrément préalable par le ministre chargé des participations pour le franchissement, par une personne agissant seule ou de concert, d'un ou plusieurs des seuils fixés dans le décret mentionné au premier alinéa ci-dessus et calculés en pourcentage du capital social ou des droits de vote ;

2° La nomination au conseil d'administration, au conseil de surveillance ou au sein de l'organe en tenant lieu, selon le cas, d'un représentant de l'Etat sans voix délibérative désigné dans les conditions fixées par le décret qui l'institue ;

3° Le pouvoir de s'opposer, dans des conditions fixées par voie réglementaire, aux décisions de cession d'actifs ou de certains types d'actifs de la société ou de ses filiales ou d'affectation de ceux-ci à titre de garantie, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts nationaux.

L'institution de cette action produit ses effets de plein droit. Hormis les cas où l'indépendance nationale est en cause, l'action spécifique peut à tout moment être définitivement transformée en action ordinaire par décret.

II. - Pour les entreprises mentionnées au présent titre ou leurs filiales, dont l'activité principale relève des articles 51, 52 et 346 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, les participations excédant 5 p. 100 prises par des personnes physiques ou morales étrangères ou sous contrôle étranger, au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce, agissant seules ou de concert, sont soumises à l'agrément du ministre chargé des participations.

III. - Lorsque des prises de participation ont été effectuées en méconnaissance des dispositions du 1° du I ou du II du présent article, le ou les détenteurs des participations acquises irrégulièrement ne peuvent pas exercer les droits de vote correspondants et doivent céder ces titres dans un délai de trois mois.

Le ministre chargé des participations informe de ces prises de participation le président du conseil d'administration ou le président du directoire de l'entreprise ou l'organe en tenant lieu, selon le cas, qui en informe la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Passé le délai de trois mois mentionné au premier alinéa du présent III, il est procédé à la vente forcée des titres dans les conditions fixées par voie réglementaire.

IV. - Les dispositions des paragraphes I à III s'appliquent également aux entreprises du secteur public mentionnées au III de l'article 25 lors du transfert de la majorité de leur capital au secteur privé.

V. – La fusion ou la scission de la société est sans effet sur l'action spécifique qui peut être exercée au sein de la ou des sociétés bénéficiaires.

#### **TITRE IV DISPOSITIONS DIVERSES**

##### **Article 38**

La dernière phrase de l'article L. 225-1 du code de commerce n'est pas applicable aux sociétés dont l'Etat détient la majorité ou la totalité du capital social.

##### **Article 39**

Les conditions d'application de la présente ordonnance sont précisées par décret en Conseil d'Etat.

##### **Article 40**

I. Les dispositions de la présente ordonnance entrent en vigueur le [... 2014].

II. A l'exception des articles 19 et 24 qui entrent en vigueur à la date mentionnée au I, le conseil d'administration, le conseil de surveillance ou l'organe délibérant des sociétés mentionnées à l'article 1er fixe la date d'application à la société du titre II de la présente ordonnance, qui ne peut

être postérieure au lendemain de la première assemblée générale ordinaire qui suit le 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Sont joints à l'ordre du jour de l'assemblée générale appelée à statuer sur la nomination des membres du premier conseil d'administration, du premier conseil de surveillance ou du premier organe délibérant en tenant lieu constitué en application de la présente ordonnance, les noms et qualités des membres que l'Etat entend nommer ou proposer en vertu des dispositions du Titre II.

Dans les sociétés dont l'Etat détient directement moins de la moitié du capital, le conseil d'administration ou de surveillance peut proposer à l'Etat de mettre fin aux mandats de ses représentants nommés sur le fondement des dispositions applicables avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance afin de les remplacer, à titre provisoire, par des membres désignés en application de celle-ci, jusqu'à la date à laquelle son Titre II s'appliquera à la société. Dans ce cas, l'Etat peut désigner un représentant en vertu de l'article 4 de la présente ordonnance et proposer au conseil d'administration ou au conseil de surveillance des personnes appelées à être désignées en vertu de son article 7. Les nominations effectuées par le conseil sont soumises à ratification de la plus prochaine assemblée générale ordinaire. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis antérieurement par le conseil n'en demeurent pas moins valables.

III. Les statuts des sociétés régies par la présente ordonnance doivent être mis en conformité avec les dispositions de celle-ci dans le même délai.

Nonobstant toute disposition contraire, ces modifications ainsi que toute modification ultérieure des statuts sont décidées par l'organe compétent de la société sans être soumises à l'approbation de l'autorité administrative.

#### **Article 41**

Lorsqu'une société entre, pour quelque cause que ce soit, dans le champ d'application de la présente ordonnance, les dispositions du Titre II sont applicables dans un délai maximum de six mois.

Toutefois, les statuts de la société peuvent prévoir que les dispositions de ce même Titre s'appliquent immédiatement.

#### **Article 42**

Les dispositions de la présente ordonnance n'entraînent aucune remise en cause des autorisations dont sont titulaires les sociétés qui en relèvent.

Elles n'entraînent aucune remise en cause des contrats en cours d'exécution, quelle que soit leur qualification juridique, conclus par ces mêmes sociétés et ne sont de nature à justifier, ni leur résiliation, ni la modification de l'une quelconque de leurs clauses ni, le cas échéant, le remboursement anticipé des dettes qui en sont l'objet.

#### **Article 43**

Les mandats des membres de la commission des participations et des transferts nommés en vertu de l'article 3 de la loi du 6 août 1986 susvisée prennent fin à la date de la nomination des

membres de cette même commission en vertu de l'article 28 de la présente ordonnance et au plus tard au terme d'un délai de six mois suivant la date mentionnée au I de l'article 40.

## **Article 44**

I. Sont abrogés :

- 1° L'article 2 du décret-loi du 30 octobre 1935 susvisé ;
- 2° L'article 10 de la loi du 25 juillet 1949 susvisée ;
- 3° La loi du 2 juillet 1986 susvisée ;
- 4° La loi du 6 août 1986 susvisée ;
- 5° L'article 69 de la loi du 17 juin 1987 susvisée ;
- 6° La loi du 19 juillet 1993 susvisée ;
- 7° L'article 7 de la loi du 10 novembre 1997 susvisée ;
- 8° L'article 139 de la loi du 15 mai 2001 susvisée ;

II. La loi du 26 juillet 1983 susvisée est ainsi modifiée :

1° L'article 1<sup>er</sup> est remplacé par les dispositions suivantes : « Sont régis par les dispositions de la présente loi les établissements publics industriels et commerciaux de l'Etat, autres que ceux dont le personnel est soumis à un régime de droit public ; autres établissements publics de l'Etat qui assurent tout à la fois une mission de service public à caractère administratif et à caractère industriel et commercial, lorsque la majorité de leur personnel est soumise aux règles du droit privé » ;

2° L'article 4 est ainsi modifié :

- a) Au premier alinéa, les mots « et sociétés mentionnés aux 1 et 3 de l'article 1<sup>er</sup> » et les mots « et sociétés » sont supprimés ;
- b) Au deuxième alinéa, les mots « et sociétés » sont supprimés ;
- c) Le troisième alinéa est supprimé ;
- d) Au dernier alinéa, les mots « et aux sociétés » sont supprimés ;

3° L'article 5 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, les mots : « Dans les établissements publics mentionnés au 1 de l'article 1<sup>er</sup> d'une part, et, d'autre part, dans les entreprises mentionnées au 3 du même article dont plus de 90 p. 100 du capital est détenu par des personnes morales de droit public ou par des sociétés mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, ainsi que dans des sociétés centrales de groupes d'entreprises nationales d'assurance, les sociétés à forme mutuelle nationalisées, la société anonyme Natexis,

le Crédit lyonnais et la compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur, » sont supprimés ;

b) Au 1°, les mots : « et, le cas échéant, des représentants des autres actionnaires nommés par l'assemblée générale » sont supprimés ;

c) Au cinquième alinéa, les mots « Dans les établissements publics de l'Etat mentionnés à l'article 1er, » sont supprimés ;

d) Les sixième, septième et huitième alinéas sont supprimés ;

4° A l'article 6-1, les mots : « et du dernier alinéa de l'article 6 » sont supprimés ;

5° L'article 10 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, les mots « Dans les entreprises mentionnées aux 1°, 2° et 3° de l'article 1<sup>er</sup> » sont supprimés ;

b) Le deuxième alinéa est supprimé ;

c) Au troisième alinéa, les mots : « des entreprises mentionnées aux 1, 2 et 3 de l'article 1<sup>er</sup> », sont supprimés ;

6° L'article 11 est ainsi modifié :

a) Au quatrième alinéa, les mots « aux 1, 2 et 3 de » sont remplacés par le mot « à » ;

b) Le dernier alinéa est supprimé ;

7° Le deuxième alinéa de l'article 12 est supprimé ;

8° A l'article 14, les mots : « mentionnées aux 1, 2, 3 et 5 de l'article 1<sup>er</sup> » sont remplacés par les mots : « relevant de » ;

9° A l'article 16, les mots : « dans les entreprises mentionnées aux 1, 2, 3 de l'article 1<sup>er</sup>, et dans les entreprises mentionnées aux 4 et 5 du même article, » sont supprimés ;

10° A l'article 22, les mots « avec les administrateurs représentant les actionnaires » sont remplacés par les mots « avec les autres administrateurs » ;

11° L'article 37 est ainsi modifié :

a) Les mots « de ces sociétés » sont supprimés ;

b) Le dernier alinéa est supprimé ;

12° A l'article 40, les mots « ou d'une société relevant du 1° ou du 3° de l'article 1<sup>er</sup> » et les mots « ou au troisième alinéa de l'article 6 » sont supprimés ;

13° A l'annexe II, les mots : « Caisse nationale de crédit agricole ; Société Air France ; Groupe Air France SA ; Air Inter », les mots : « Etablissement et sociétés mentionnés au titre III de la loi

n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication ; Semmaris (Société d'économie mixte d'aménagement et de gestion du marché d'intérêt national de la région parisienne) » et les mots « Mines de potasse d'Alsace » sont supprimés ;

14° A l'annexe III, les mots : « Matra et ses filiales » et les mots : « Les sociétés d'économie mixte concessionnaires d'ouvrages routiers à péage, lorsque plus de la moitié de leur capital est détenu, directement ou indirectement, par l'Etat ou un de ses établissements publics ; Sociétés concessionnaires des grands aéroports régionaux créées en application de l'article 7 de la loi n° 2005-357 du 20 avril 2005 relative aux aéroports » sont supprimés ;

15° Les articles 2, 3, 6, 13, 38, 40-2 et l'annexe I sont abrogés.

III. Toutefois, les dispositions mentionnées aux I et II dans leur rédaction applicable à la date de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance restent applicables aux sociétés et opérations qui ne sont pas régies par la présente ordonnance.

Les transferts au secteur privé de la majorité du capital de sociétés approuvés par les dispositions législatives en vigueur à la date de publication de la présente ordonnance restent valables pour l'application du I de l'article 25.

Les actions spécifiques instituées sur le fondement des dispositions législatives applicables à la date de publication de la présente ordonnance restent en vigueur.

IV. L'article 51 de la loi du 12 avril 1996 susvisée est complété par un alinéa ainsi rédigé : « Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux sociétés relevant de l'ordonnance n° du relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique ».

V. Le code de commerce est ainsi modifié :

1° Au V de l'article L.225-27-1, les mots : « ,de l'article 5 de la loi n°83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public ou de l'article 8-1 de la loi n°86-912 du 6 août 1986 relative aux modalités des privatisations, » sont remplacés par les mots : « ,du I de l'article 8 de l'ordonnance n°... du... relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique, » ;

2° Au V de l'article L.225-79-2, les mots : « ,de l'article 5 de la loi n°83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public ou de l'article 8-1 de la loi n°86-912 du 6 août 1986 relative aux modalités des privatisations, », sont remplacés par les mots : « ,du I de l'article 8 de l'ordonnance n°... du... relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique, » ;

VI. A l'article L.2323-64 du code du travail, les mots : « , à l'exception de celles qui figurent à l'annexe III de cette loi » sont remplacés par les mots : « et dans les sociétés relevant du I de l'article 8 de l'ordonnance n°... du... relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique ».

## **Article 46**

I. Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup>, les dispositions suivantes restent applicables aux entreprises qu'elles régissent, même lorsqu'elles sont contraires à la présente ordonnance :

1° L'article L.5124-16 du code de la santé publique ;

2° L'article L.6411-9 du code des transports ;

3° La loi du 27 mai 1921 susvisée ;

4° La loi du 27 décembre 1956 susvisée ;

5° La loi du 4 janvier 1980 susvisée ;

6° La loi du 30 septembre 1986 susvisée ;

7° La loi du 5 juin 2003 susvisée ;

8° L'ordonnance du 29 juin 2005 susvisée ;

9° L'article 6 de la loi du 16 octobre 2008 susvisée.

II. Il en va de même des dispositions mentionnées au présent II sous réserve des modifications suivantes :

1° Le code de l'énergie est ainsi modifié :

a) A l'article L.111-43, les mots : « Elle est soumise à la loi n°83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public. Pour l'application de l'article 6 de la loi mentionnées à l'alinéa précédent, le conseil d'administration ou de surveillance de la société comporte des représentants des salariés et, dans la limite du tiers de ses membres, des représentants de l'Etat nommés par décret » sont remplacés par les mots : « Elle est soumise à l'ordonnance n°... du... relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique. Pour l'application des articles 4 et 7 de l'ordonnance mentionnée à l'alinéa précédent, le conseil d'administration ou de surveillance de la société comporte, dans la limite du tiers de ses membres, des membres nommés sur le fondement des articles précités. » ;

b) A l'article L.111-56, les mots : « Les sociétés mentionnées au premier alinéa, dès lors que la majorité du capital de leur société mère est détenue directement ou indirectement par l'Etat, sont soumises à la loi n°83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public. Pour l'application de l'article 6 de la loi mentionnée à l'alinéa précédent, le conseil d'administration ou de surveillance des sociétés gestionnaires de réseaux de distribution ne peut comporter plus de deux représentants de l'Etat, nommés par voie réglementaire » sont remplacés par les mots : « Les sociétés mentionnées au premier alinéa sont soumises à l'ordonnance n°... du... relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique. Pour l'application des articles 4 et 7 de l'ordonnance mentionnée à l'alinéa précédent, le conseil d'administration ou de surveillance des sociétés gestionnaires de réseaux de distribution ne peut comporter plus de deux membres nommés sur le fondement des articles précités. » ;

2° Aux articles L.511-52 et L.533-26 du code monétaire et financier les mots : « aux représentants de l'Etat » sont remplacés par les mots : «aux membres nommés sur le fondement des articles 4 ou 7 de l'ordonnance n°... du... relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique » ;

3° Le chapitre II du titre II, du livre III, de la sixième partie du code des transports est complété par :

- i) un article L.6322-6 ainsi rédigé : « Par dérogation au I de l'article 8 de l'ordonnance n°... du... relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique, les représentants des salariés dans les conseils d'administration ou de surveillance des sociétés relevant du présent chapitre sont le cas échéant désignés dans les conditions prévues par le code de commerce et soumis aux dispositions de ce code » ;
- ii) un article L.6322-7 ainsi rédigé : « Par dérogation à l'article 21 de l'ordonnance n°... du... relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique, les dirigeants mandataires sociaux des sociétés relevant du présent chapitre sont désignés dans les conditions prévues par le code de commerce.

4° L'article 3 de la loi du 3 juillet 1970 susvisée est ainsi modifié :

- a) Le premier alinéa est remplacé par les dispositions suivantes : « Le transfert au secteur privé des filiales constituées ou acquises par la société mentionnées au premier alinéa est autorisé dans les conditions prévues par le titre III de l'ordonnance n°... du... relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique » ;
- b) Le deuxième alinéa est remplacé par les dispositions suivantes : « L'article 37 de la même ordonnance est applicable aux filiales transférées au secteur privé en application de l'alinéa précédent » ;

5° L'article 10 de la loi du 2 juillet 1990 susvisée est ainsi modifié :

- a) Les premier et deuxième alinéas de l'article 10 sont remplacés par les dispositions suivantes : « L'ordonnance n°... du... relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique s'applique à La Poste. Par dérogation à cette même ordonnance, le conseil d'administration de la Poste est composé de trois à vingt et un membres » ;
- b) Au troisième alinéa du même article, les mots : « par dérogation au deuxième, troisième et quatrième phrases du deuxième alinéa du présent article et à l'article 5 de la loi n°83-675 du 26 juillet 1983 précitée » sont supprimés ;
- c) Le cinquième alinéa du même article est remplacé par les dispositions suivantes : « - pour deux tiers, de représentants nommés par l'assemblée générale des actionnaires de manière à leur assurer une représentation reflétant leur détention du capital et leur permettant de détenir ensemble la majorité des droits de vote au sein du conseil d'administration sous réserve d'un représentant des communes et de leurs groupements et d'un représentant des usagers qui peuvent être nommés par décret. »
- d) Les articles 32-1 et 32-2 sont abrogés.

6° A l'article 1<sup>er</sup> de la loi 31 décembre 1993 susvisée, les mots : « du 3 de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n°83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public » sont remplacés par les mots : « de l'ordonnance n°... du... relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique » ;

7° Le cinquième alinéa de l'article 78 de la loi du 28 décembre 2001 susvisée est remplacé par les dispositions suivantes : « Le transfert au secteur privé des filiales créées en application de l'alinéa précédent est autorisé dans les conditions prévues par le titre III de l'ordonnance n°... du... relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique. L'article 37 de la même ordonnance est applicable aux filiales transférées au secteur privé. » ;

8° A l'article 7 de la loi du 31 décembre 2003 susvisée, les III, IV et V sont remplacés par les dispositions suivantes : « Pour l'application de l'ordonnance n°... du... relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique, la part détenue par l'Etat dans le capital d'Orange est déterminée en tenant compte de la participation directe et indirecte de l'Etat.»

9° La loi du 9 août 2004 susvisée est ainsi modifiée :

a) A l'article 7, les phrases : « Elle est soumise à la loi n°83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public. Pour l'application de l'article 6 de cette loi, le conseil d'administration ou de surveillance comporte un tiers de représentants des salariés et l'Etat nomme, par décret, des représentants dans la limite d'un tiers de ses membres » sont remplacées par la phrase : « Elle est soumise à l'ordonnance n°... du... relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique. Pour l'application des articles 4 et 7 de l'ordonnance mentionnée à l'alinéa précédent, le conseil d'administration ou de surveillance de la société comporte, dans la limite du tiers de ses membres, des membres nommés sur le fondement des articles précités » ;

b) A l'article 15-1, les phrases : « Les sociétés mentionnées au premier alinéa, dès lors que la majorité du capital de leur société mère est détenue directement ou indirectement par l'Etat, sont soumises à la loi n°83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public sans attendre l'expiration du délai mentionné au 4 de l'article 1<sup>er</sup> de ladite loi. Pour l'application de l'article 6 de la même loi, le conseil d'administration ou de surveillance ne peut comporter plus de deux représentants de l'Etat, nommés par décret.» sont remplacées par la phrase : « Les sociétés mentionnées au premier alinéa sont soumises à l'ordonnance n°... du... relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique. Pour l'application des articles 4 et 7 de l'ordonnance mentionnée à l'alinéa précédent, le conseil d'administration ou de surveillance des sociétés gestionnaires de réseaux de distribution ne peut comporter plus de deux membres nommés sur le fondement des articles précités » ;

c) L'article 26 est abrogé ;

d) A l'article 27, les mots « par la loi n°86-912 du 6 août 1986 précitée et » sont supprimés ;

10° L'article 3 de la loi du 30 décembre 2004 susvisée est abrogé ;

11° La loi du 20 avril 2005 susvisée est ainsi modifiée :

a) A l'article 5, la phrase : « Sauf stipulation contraire des statuts, la direction générale de la société est assurée par le président de son conseil d'administration. » est supprimée ;

b) L'article 20 est abrogé ;

12° Le I de l'article 8 de la loi du 8 décembre 2009 susvisée est complété par un dernier alinéa : « Ces critères de désignation s'appliquent également aux représentants des consommateurs et des usagers éventuellement désignés en application de l'article 10 de la loi n°90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France Télécom. » ;

13° L'article 9 de la loi du 31 décembre 2012 susvisée est remplacé par les dispositions suivantes : « Toute prise de participation du secteur privé au capital de la société anonyme BPI-Groupe est soumise aux conditions mentionnées au titre III de l'ordonnance n°... du... relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique ».

#### **Article 47**

Le Premier ministre, le ministre des finances et des comptes publics et le ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de l'application de la présente ordonnance qui sera publiée au *Journal officiel* de la République Française.

Fait le [...]

**PAR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE :  
LE PREMIER MINISTRE,**

Le ministre des finances et des comptes publics,

Le ministre de l'économie, du redressement  
productif et du numérique